

*Initiatives parlementaires*

Ce projet de loi révoque de nombreux droits établis en vertu de la démocratie canadienne. Les Canadiens devraient savoir que la règle obligeant un parti à présenter 50 candidats pour être enregistré a pour unique but de dépenser entièrement et frivolement l'argent des contribuables. Comme la plupart d'entre nous le savent, si un candidat est élu, la moitié de ses dépenses électorales lui sont remboursées par les fonds publics. Bien des gens croient que c'est là un bien mauvais usage de l'argent des contribuables, mais ce serait un abus plus grave encore si n'importe qui pouvait se déclarer candidat et obtenir que le reste de la société lui rembourse la moitié de ses dépenses.

La loi a été conçue pour qu'un groupe ou un parti soit forcé d'obtenir un appui d'une certaine envergure avant de compter recevoir l'argent des contribuables. Voilà pourquoi la loi actuelle stipule que tout parti doit présenter au moins 50 candidats au Canada pour pouvoir être enregistré.

La loi n'avait pas été faite pour restreindre le droit d'association des Canadiens ni pour limiter leur droit de se regrouper en vue d'activités politiques.

• (1810)

Il est important de ne pas restreindre les droits des Canadiens désireux de participer au processus politique, de ne pas leur rendre la vie plus difficile et de ne pas leur imposer des exigences trop lourdes. Ce thème me tient évidemment à coeur, parce que je consacre beaucoup d'efforts, depuis sept ans, à l'élaboration d'une nouvelle dynamique politique que j'essaie d'intégrer à un système sclérosé et réactionnaire. Dans une société démocratique et en politique démocratique, les changements sont parfois essentiels.

Habituellement, ces changements se produisent lentement. Ils découlent d'une vision et gagnent progressivement des appuis. Ils ne surviennent pas soudainement. Je tiens à le dire, car j'ai participé à un exercice de ce genre.

Si nous soutenons qu'une formation politique, qu'une dynamique politique n'est légitime que si elle réussit à recueillir un appui instantané et si des candidats y adhèrent, en grand nombre, d'un bout à l'autre du pays, cela aura pour effet de limiter les changements, la nouveauté et le renouveau que permet notre système politique, ce qui est inacceptable dans une démocratie.

Le député de Don Valley-Nord a fait deux déclarations contraires à mes convictions. Tout d'abord, comme je viens de l'Ouest, cela m'a vraiment choquée de l'entendre dire que seuls les partis politiques qui ont un bureau en Ontario sont légitimes.

J'ai été littéralement renversée par l'arrogance de certains de ses propos: Prétendre que seules les formations politiques qui ont des assises en Ontario sont légitimes, dans notre système politique, cela dépasse les bornes! Je dirais au député qu'un parti politique qui a ses assises dans l'ouest du Canada est tout aussi utile pour notre pays, qu'il joue un rôle tout aussi important dans notre système politique qu'un parti politique qui a ses racines à Terre-Neuve, à Montréal ou au Yukon. Ce n'est pas l'endroit d'où il vient qui compte, mais les idées qu'il propose. C'est ça qui est important.

Je suis également fatiguée d'entendre les députés d'en face déformer constamment les idées et les politiques du Parti réformiste. Il y a quelques minutes à peine, le député de Don Valley-Nord a dit que, pendant la campagne électorale, il était écrit sur les affiches du Parti réformiste: «Nous allons diriger le pays comme nous dirigeons notre campagne.» Il a ajouté que, puisque nous avons mené notre campagne sans avoir de candidats au Québec, nous allions donc diriger un pays qui excluait le Québec.

Quelle façon de déformer ce que le Parti réformiste a dit en réalité. Juste pour mettre les choses au point, les affiches du Parti réformiste disaient—j'espère que tout le monde écoute: «Nous administrerons le pays de la même façon que nous administrons notre campagne—sans faire de dettes.» Je défie le député de nous dire si son parti a administré sa campagne sans faire de dettes. En fait, les libéraux administrent ce pays en accumulant 110 millions de dollars de dette par jour. Pour eux, la réussite équivaut à nous mettre sur le dos une dette supplémentaire d'au moins 100 milliards de dollars d'ici la fin de leur mandat.

J'aimerais bien que les députés de l'autre côté déforment un peu moins la vérité en ce qui concerne ce que le Parti réformiste a à offrir à ce pays.

Le vrai problème dans ce pays, ce ne sont pas les partis politiques, qui ils représentent et où ils ont leur siège. Le vrai problème dans ce pays est que le statu quo, le vieux système, l'ancienne façon de voir et d'aborder les choses ne fonctionnent plus pour nous. Nous avons besoin de nouveau. Nous avons besoin de changements.

Ce que nous voyons dans cette Chambre où un parti représentant une seule province veut faire éclater ce merveilleux pays, n'est pas une chose qu'il faudrait corriger en réprimant le mécontentement et les préoccupations politiques légitimes, mais en s'attaquant, pour commencer, à la cause même du problème qui a donné lieu à cette situation. La racine du mal, c'est que le fédéralisme tel qu'il existe actuellement ne fonctionne pas. Nous avons actuellement la possibilité de régler le problème, de reconnaître qu'il faut des changements, pour le bien de tous les Canadiens. La province représentée par les députés qui siègent à nos côtés n'est pas la seule à manifester son mécontentement sur la façon dont le pays est gouverné. Dans tous les coins du Canada, on trouve des gens qui disent qu'il faut que cela change.

• (1815)

Nous devons réclamer un débat honnête sur le renouvellement de notre fédération, afin qu'elle soit meilleure pour tous. Nous n'avons pas besoin de projets de loi qui suppriment le droit légitime de s'exprimer politiquement et de s'engager démocratiquement. Nous avons besoin d'un gouvernement qui partagera ses idées sur la façon de renouveler notre mode de fonctionnement en tant que pays.

Nous avons besoin de solutions. Nous devons résoudre ce problème, et non pas le cacher, ni le supprimer, ni le rendre illégal, ni faire comme s'il n'existait pas. Nous devons dire bien haut qu'il faut des changements, et dire de quelle sorte de changements on a besoin.